

Les implications stratégiques de l'antiétatisme au sein du mouvement international de justice

Stephanie Ross

Résumé

Malgré le caractère diffus et varié du mouvement international de justice, les essais de formes démocratiques « nouvelles » ou récupérées en sont un élément commun important. Puisque les états néolibéraux, limités par les prérogatives du capital mondial, n'offrent qu'une version atrophiée de la démocratie, les tentatives de réinventer des pratiques démocratiques radicalement égalitaires, décentralisées et participatives ne peuvent surprendre. Toutefois, des hypothèses anarchistes et post-modernes omniprésentes ont également donné naissance à un « antiétatisme », c.-à-d. au rejet de la possibilité que le pouvoir de l'État puisse servir aux forces progressives pour créer d'autres options que le capitalisme. Dans cet article, j'explore les racines théoriques de l'antiétatisme, et j'identifie ce mouvement à une compréhension appauvrie et monolithique de l'État, doublée d'une vision romantique de la société civile en tant que zone de liberté et d'autonomie, et menant à l'adoption de formes de résistance facilement marginalisées. Pour le démontrer j'examine quelques-unes des sources contemporaines les plus influentes de cette tendance : le mouvement du Forum social et les mouvements autonomistes post-2001 en Argentine. Pour conclure, à l'aide d'indications tirées des théories gramscienne et néo-marxiste, je soutiens qu'abandonner l'État comme terrain de lutte permet au capital de continuer à exploiter celui-ci sans entraves, renforce le mantra néolibéral que l'État ne devrait pas servir à assujettir le marché à des valeurs sociales, et élimine la possibilité de créer un projet politique anti-hégémonique unifié, soutenu et efficace.

The Strategic Implications of Anti-Statism in the Global Justice Movement

Stephanie Ross¹

Abstract

Despite the global justice movement's diffuse and multifarious character, experimentation with 'new' and recovered democratic forms is an important common feature. Given the atrophied version of democracy offered by neoliberal states hemmed in by the prerogatives of global capital, attempts to reinvent radically egalitarian, decentralized and participatory democratic practices are unsurprising. However, pervasive anarchist and post-modern assumptions have led to an 'anti-statism': a rejection of the possibility that state power can be used by progressive forces to create alternatives to capitalism. In this paper I engage with the theoretical roots of anti-statism and argue it is rooted in an impoverished and monolithic understanding of the state, is accompanied by a romanticized view of civil society as a realm of freedom and autonomy, and results in the adoption of easily marginalized forms of resistance. To illustrate, I examine some of the most influential contemporary sources of such ideas, namely the Social Forum movement and the post-2001 autonomist movements of Argentina. Finally, using insights from Gramscian and neo-Marxist theory, I argue that an abandonment of the state as a terrain of struggle permits its continued and unhindered use by capital, reinforces the neoliberal mantra that the state should not be used to subject the market to social values, and abandons the possibility of creating a unified, sustained and effective counter-hegemonic political project.